

DIAL 3425

ÉQUATEUR - Nouvelle dispute pour le pouvoir

Decio Machado

samedi 21 octobre 2017, par [Dial](#)

Lenín Moreno, élu au second tour des élections présidentielles, le 2 avril 2017 a pris ses fonctions le 24 mai 2017, succédant ainsi à Rafael Correa, à la présidence depuis 2007. Lenín Moreno étant le candidat victorieux d'Alianza País, le parti qui soutenait jusqu'à présent Rafael Correa, on aurait pu s'attendre à une assez forte continuité entre les présidents. Il n'en est rien. Cet article de Decio Machado a été publié par l'hebdomadaire uruguayen [Brecha](#) (18 août 2017). Il a été traduit en français par [À l'Encontre](#) (30 août 2017). Decio Machado a été assesseur du Président équatorien Rafael Correa, il fait partie de l'équipe fondatrice du périodique Diagonal et collabore fréquemment à divers médias latino-américains et européens. Il est aussi directeur de la Fondation Alternatives latino-américaines de développement humain et d'études anthropologiques (ALDHEA).

Il est au pouvoir depuis à peine 90 jours [1] mais il a déclenché la fureur de son prédécesseur et coreligionnaire. Depuis l'arrivée à la présidence de Lenín Moreno, sa popularité a augmenté au même rythme que les tensions au sein du parti au pouvoir, Alianza País, qui est au bord de l'explosion. La rupture du nouveau président d'avec la politique et la gestion de Rafael Correa lui a valu d'être qualifié de « traître » par les soutiens de l'ancien président et un conflit ouvert avec l'ancien président.

Si quelque chose a caractérisé les premiers trois mois de gouvernement du nouveau président équatorien Lenín Moreno, c'est sans doute le climat de conflit que sa gestion a réveillé à l'intérieur de son parti politique, Alianza País (AP) [2]

L'explication se trouve dans l'usure que le « corréisme » a subie durant les dernières années, les conflits internes qui ont mené à l'élection du successeur de Rafael Correa [3], ainsi que les plans politiques autour du futur de l'ex-président.

Bien que Rafael Correa ait gagné avec une large marge les élections présidentielles de 2013, en réunissant au premier tour presque 5 millions de votes face aux 2 millions de son principal adversaire, il est également vrai que les graves impacts sur l'économie nationale qu'a eus la chute du prix du pétrole ont commencé à se faire sentir à peine une année après sa réélection. Pour cette raison, le dernier mandat présidentiel de Rafael Correa s'est caractérisé par la perte de la forte hégémonie maintenue durant ses six premières années de gestion.

Fin de la « décennie d'or »

Entre 2006 et 2014, l'Équateur a connu une croissance moyenne de 4,3% du PIB, grâce aux prix élevés du pétrole et aux flux importants de financement externe du secteur public. Cela a permis une plus forte dépense publique, avec une expansion des dépenses sociales et des investissements emblématiques dans les secteurs de l'énergie et du transport. Au cours de cette période, la pauvreté a diminué de 37,6% à 22,5% et le coefficient de Gini, qui sert à mesurer l'inégalité, s'est réduit de 0,54 à 0,47, car le revenu des segments les plus pauvres de la population a cru plus rapidement que le revenu moyen. La coïncidence entre la période d'embellie économique dans la région, la décennie dite « dorée », et le moment de plus

forte hégémonie politique du Parti Alianza País (AP), avec la figure de Rafael Correa à sa tête, est claire.

On a pu percevoir le premier signe quantifiable de fatigue à l'égard du régime lors des élections régionales de 2014, où l'AP a perdu dans tous les principaux centres urbains (même dans la capitale) et dans tous les territoires amazoniens soumis à la forte pression « extractiviste ». À ce moment-là, le président Correa, qui cherchait un euphémisme pour éviter de parler de recul politique, avait utilisé le terme de « tremblement de terre » pour qualifier les résultats électoraux de son parti politique.

Conscient du fait que sa figure était encore à l'abri du recul politique que son parti subissait déjà, et voyant que l'économie nationale commençait à montrer ses premiers signes de faiblesse, Correa a alors lancé cette même année l'idée de se représenter à l'élection présidentielle de 2017. Pour cela, il fallait absolument changer la rédaction de la Constitution de Montecristi de 2008 – la *carta magna* défendue par son propre mouvement politique quelques années auparavant – puisque, dans le but d'empêcher toute autorité politique de se maintenir indéfiniment au pouvoir, le texte constitutionnel précisait que toute personne ayant un mandat électif en Équateur ne pouvait être réélue qu'une seule fois [4].

La médiocrité existant dans le système traditionnel des partis équatoriens – une logique à laquelle n'échappent pas les groupes situés à la gauche du « corrésisme » – a fait que depuis le milieu de 2014 jusqu'à la fin de 2015, l'agenda politique a été marqué par le débat sur la légitimité d'une éventuelle réforme constitutionnelle.

Parallèlement, la stagnation économique du pays se poursuivait, et elle s'est peu à peu aggravée. En 2015, avec une économie étranglée par le manque de liquidités de l'État, la croissance du PIB n'a atteint que 0,2%, et la situation s'est encore aggravée en 2016 lorsque le pays, déjà en pleine crise économique, a terminé l'année avec une contraction de 1,5% (la plus mauvaise performance de la région après le Venezuela et le Brésil).

Fin de cycle

C'est dans ce contexte que s'est produit le soulèvement indien d'août 2015, auquel l'État a répondu par le plus haut niveau de répression contre des organisations sociales de la dernière décennie.

Les années 2015 et 2016 ont marqué une fin de cycle en Équateur, du fait du changement des politiques publiques du « corrésisme », au-delà de la continuité que représente le maintien du même président au pouvoir.

Ainsi, alors que les missions d'observation et de vigilance économique du FMI revenaient dans le pays, un gouvernement qui avait lancé un audit citoyen de la dette extérieure – et déclaré une partie de celle-ci illégitime – s'est mis à adopter une nouvelle politique d'endettement agressif, ce qui a eu pour effet de placer les niveaux de dette actuelle, en pourcentage, au-dessus de ceux de 2006, lors de l'arrivée au pouvoir de Rafael Correa. De la même manière, après avoir assaini les finances publiques, la décennie « corrésiste » s'est terminée sur le drame découlant du fait que les réserves de la Banque centrale d'Équateur étaient totalement insuffisantes pour faire face aux passifs à court terme contractés par le gouvernement. Poursuivant sur cette ligne de changements politiques, le gouvernement du président Correa a signé un traité de libre-échange avec l'Union européenne (UE) et annoncé qu'il était disposé à étendre ce type d'accord à d'autres pays, même aux États-Unis.

En matière d'imposition, et après vingt-deux réformes en dix ans, le taux de l'impôt sur le revenu des secteurs les plus privilégiés est désormais en dessous de 3%, soit 13 % de moins que celui auquel est soumis le citoyen équatorien moyen.

Le point culminant de tout cela s'est produit dans les derniers mois du gouvernement de Correa, lorsque celui-ci a annoncé la vente d'une partie des entreprises publiques, de plusieurs biens patrimoniaux de l'État, ainsi que de certains projets emblématiques en matière d'énergie, comme la centrale hydroélectrique Sopladora (récemment inaugurée, financée par des crédits chinois et dont le coût a

atteint les 755 millions de dollars).

Un retour médité

L'évolution d'une économie nationale déjà plongée dans une période de vaches maigres a exigé que le président équatorien d'alors change sa stratégie politique personnelle. Les amendements constitutionnels approuvés en décembre 2015 par les parlementaires de la majorité ont subi une retouche de dernière minute. Toutes les restrictions à la réélection à des charges soumises au vote populaire ont été éliminées, même celle du président, mais une disposition transitoire capricieuse taillée à la mesure des besoins de Correa a été adoptée : ces amendements ne seraient pas applicables lors des élections de 2017, mais seulement à partir des suivantes. et ne seraient valides que pour les années suivantes.

Si Rafael Correa avait l'intention d'être réélu président de la République, ce ne serait pas lui qui affronterait la situation économique difficile dans laquelle le pays se retrouvait. Sa stratégie était claire : placer au gouvernement un dauphin qui devrait faire face aux nécessaires ajustements budgétaires imposés par l'état de l'économie du pays, puis revenir en 2021 pour sauver une fois de plus le pays des sombres desseins de la « longue nuit néolibérale » et de ses politiques d'austérité.

C'est dans cette situation que, au milieu de l'année 2016, le débat sur la succession corréiste a commencé. Comme dans toute dispute pour le pouvoir, les noms initialement proposés pour la place de dauphin ont été nombreux, même si la préférence du leader incontesté de la Révolution citoyenne allait à son vice-président, Jorge Glas, un homme sans trajectoire politique, formé au sein la bureaucratie gouvernementale et dont l'image était sévèrement ternie par ses liens supposés avec différents scandales de corruption autour de l'attribution des marchés publics.

Un Lenín opposant

La mauvaise image de Glas, ajoutée à son manque de charisme, a conduit la majorité présidentielle à choisir la figure de Lenín Moreno comme candidat présidentiel, malgré le peu d'enthousiasme dont témoignait Correa. Moreno avait été son vice-président durant les premières années du corréisme. Sa personnalité affable et son fort sens de l'humour, associés à une gestion réussie de programmes sociaux en faveur des secteurs vulnérables, lui avaient permis d'acquérir une ample sympathie de la part de la population équatorienne. Son passage à Genève, comme envoyé spécial de l'ONU sur les questions des handicaps [5], a fait que bien qu'il soit affilié à Alianza País, il est resté éloigné du parti et de la figure de Correa pendant les dernières années. Au début de 2017, Moreno jouissait d'un niveau de popularité ostensiblement supérieur à celui de Rafael Correa.

C'est de cette manière que le binôme pour les élections de février 2017 a été formé de Lenín Moreno et de Jorge Glas, le deuxième ayant été imposé de façon inintelligente par le président sortant. L'image de Glas a constitué un obstacle durant toute la campagne électorale, et les stratèges de son parti se sont vus obligés de limiter ses apparitions publiques à des réunions internes.

À cette occasion, Alianza País a eu besoin d'un second tour - ballottage - pour gagner la présidence de la République. Le 2 avril, Moreno s'est imposé face à une sorte d'alliance des opposants, qui incluait les partis de gauche ayant soutenu la candidature conservatrice de Guillermo Lasso. Confrontée à une usure politique de plus en plus forte, malgré l'image positive de Lenín Moreno, Alianza País réussissait ainsi à se maintenir au pouvoir avec à peine 200 000 voix d'avance sur son rival, et accusée d'une soi-disant fraude électorale jamais prouvée.

On teste le dialogue

À partir du jour même de l'investiture de Lenín Moreno, le 24 mai, les problèmes ont commencé avec un secteur du corréisme qui n'a pas apprécié le discours du nouveau président. Dans les rangs mêmes du public, on a pu entendre quelques voix clamer : « C'est juste un petit repos, camarade Rafael », allusion au futur retour de l'ex-président au palais présidentiel.

En réalité, les problèmes avaient commencé quelques jours auparavant, lorsque, durant le processus de transition présidentielle – une communication d’informations du gouvernement sortant au nouveau gouvernement –, l’équipe de collaborateurs les plus proches de Moreno a commencé à détecter qu’au-delà de la propagande officielle, l’état dans lequel le gouvernement antérieur remettait le pays montrait des signes très inquiétants.

L’équipe de gouvernement de Lenín Moreno est un mélange de hauts fonctionnaires du gouvernement antérieur, de quelques ministres recyclés d’Alianza País qui avaient été éloignés du cercle du pouvoir « corréiste » et sont aujourd’hui remis en selle, et de quelques nouvelles têtes, liées principalement à des secteurs du monde de l’entreprise ayant leurs entrées dans le nouveau gouvernement.

Face à la dynamique de conflit qui constituait la caractéristique principale du modèle de gestion « corréiste » – cette construction d’un « ils » et d’un « nous » inspirée de la théorie d’Ernesto Laclau qui a été dialectique essentielle du néo-populisme –, le premier message politique émis par le nouveau président de l’Équateur a été d’appeler au dialogue national. La stratégie était claire : si nous devons faire des ajustements économiques dans un pays en crise, il est nécessaire d’établir un cadre de consensus préalable qui puisse amortir la réaction sociale que ce type de mesures pourrait causer.

C’est ainsi que des Tables de dialogue national ont été organisées par secteurs, lors desquelles les ministres et les hauts fonctionnaires se voient obligés de débattre avec divers secteurs sociaux. Après dix années sans autocritique, durant lesquelles les messages du gouvernement reposaient systématiquement sur un discours insistant sur toutes les bonnes choses que le président Correa et son gouvernement avaient faites, ces fonctionnaires montrent aujourd’hui leurs carences notoires et leur manque de culture démocratique au moment de faire face aux critiques émanant des divers fronts de la société civile.

Même si tout cela n’a pas été facile à avaler pour le noyau dur du corréisme, ce n’était encore rien en comparaison de ce qui allait suivre.

Le traître

Alors que Rafael Correa était en train de s’installer à Bruxelles, ses inconditionnels créaient la Fondation de pensée politique Eloy Alfaro. La stratégie consiste à mettre sur pied un prétendu *think tank* créé pour maintenir vivante la présence de la pensée politico-économique corréiste durant les quatre ans prochains, avec l’objectif que son leader dispose d’une plate-forme à partir de laquelle il puisse continuer à faire exister son personnage politique, tant à l’intérieur qu’à l’extérieur du pays.

La surprise est venue quand le président Moreno fit une apparition sur une chaîne nationale pour expliquer le degré d’endettement et la situation économique préoccupante dans laquelle le pays lui a été remis. En quelques phrases, Lenín Morneo a torpillé le navire amiral sur lequel Rafael Correa prétendait naviguer durant les quatre prochaines années. Le gouvernement qui succédait à l’économiste Correa venait dire au peuple équatorien et à qui voulait l’entendre que son prédécesseur avait une forte coresponsabilité dans ce qui était à venir, bouleversant de possibles collaborations futures avec Stiglitz, Piketty, Krugman, Varoufakis ou quelque autre économiste social-démocrate à la mode.

C’est depuis ce moment, quand ils ont découvert que la stratégie tracée par l’ex-président ne serait pas viable face à un successeur rebelle qui n’était pas disposé à porter sur ses épaules les fautes d’une gestion précédente, que Rafael Correa et ses acolytes ont commencé à en appeler sérieusement à la formation d’un nouveau parti politique qui maintiendrait vivant ce qu’ils appellent les « fondements de la Révolution citoyenne ». Tout cela accompagné, bien sûr, de qualificatifs tels que « traître », « déloyal », « médiocre » ou « vendeur de patrie », servis à un président qui n’a même pas encore accompli ses cent premiers jours de gouvernement.

Selon ce que déclare Rafael Correa depuis Bruxelles sur les réseaux sociaux, le pays est en train de « retourner vers le passé » ; on serait en train de « dépecer la patrie » et de « permettre le retour de la corruption institutionnalisée et du vieux pays ». Face à ces attaques, on est en droit de se demander de

quel niveau de transformation profonde et révolutionnaire a parlé l'appareil de propagande corréiste durant une décennie, si après à peine quatre-vingt-dix jours de gouvernement, il ne reste, selon ces mêmes sources, déjà plus rien de cela ?

Concernant la lutte anticorruption, le gouvernement de Lenín Moreno a mis en pratique une politique de transparence qui a permis la réouverture d'enquêtes sur le vice-président, Jorge Glas. Cela a conduit à ce que Glas soit temporairement suspendu de toutes ses fonctions de vice-président - malgré les gesticulations de Rafael Correa - ; Carlos Pólit, ancien contrôleur général de l'État a été suspendu - il est désormais en fuite à Miami - ; et l'ancien procureur général de l'État et oncle de Rafael Correa, Galo Chiriboga, a été arrêté à l'aéroport de Quito et conduit sous escorte policière au cabinet du procureur pour réaliser sa déposition. Tous sont des proches de l'ancien président Correa et tous, d'une manière ou d'une autre, sont liés à des enquêtes pour des faits de corruption au sein de l'entreprise public PetroEcuador ainsi que dans le cadre de l'opération *Lava Jato*, au Brésil, sur le cas Odebrecht [6].

Silence dans la société civile

On ne sait pas encore comment ce feuilleton va se terminer. De toute façon, il paraît difficile qu'Alianza País ne se désintègre pas au cours des prochains mois si le niveau de tension interne continue à augmenter. Il reste à voir combien de personnes de la majorité présidentielle resteront aux côtés de Lenín Moreno et combien suivront Rafael Correa dans une nouvelle aventure politique.

Parallèlement à la dispute ouverte entre Correa et Moreno, les organisations sociales sont restées sans voix et sans pouvoir de mobilisation face à un scénario dans lequel peu ou rien ne se discute sur les revendications historiques articulées par la société civile. Ces revendications sont d'ailleurs pratiquement absentes de la rhétorique des divers acteurs en conflit.

Le problème de fond, au-delà des stratégies de communication et des tactiques politiques, reste la question de la lutte pour le pouvoir. L'historien anarchiste français Daniel Guérin, dans une réflexion sur la révolution de 1789 - qui, avec celle de 1917, sont les deux révolutions de référence de l'histoire de l'humanité -, avait fait remarquer en son temps que la bourgeoisie ne s'était jamais trompée sur qui était son véritable ennemi : ce n'était pas le régime antérieur, mais ce qui était en train d'échapper au contrôle de ce système. Selon Guérin, lors la Révolution française, la bourgeoisie a fait sienne la responsabilité d'assumer le pouvoir. Est-ce, en essence, bien différent de ce qui est en train de se passer avec ce que l'on a appelé de manière euphémique la « Révolution citoyenne » ?

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3425.

- Traduction [À l'Encontre](#). Traduction revue et augmentée par Dial.

- Source (français) : [À l'Encontre](#), 30 août 2017.

- Texte original (espagnol) : [Brecha](#), 18 août 2017.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française originale (À l'Encontre - <https://alencontre.org>) et l'une des adresses internet de l'article.

Notes

[1] L'article original date du 18 août - note DIAL.

[2] Voir, du même auteur l'article publié sur le site À l'Encontre le 13 avril 2017 : « [Équateur. Une victoire électorale agonisante](#) » - note À l'Encontre.

[3] Rafael Correa a été président durant trois mandats, de janvier 2007 à mai 2017 - note À l'Encontre.

[4] Ce texte constitutionnel devait mettre fin, au plan institutionnel, aux faiblesses de la Constitution de 1998 en termes de contrôle entre le pouvoir législatif et exécutif. Le rapport de forces entre les deux pouvoirs a nourri la crise politique, en particulier sous la présidence de Lucio Gutiérrez, entre 2002 et 2005. Le pouvoir présidentiel avait perdu toute crédibilité, mais rien ne permettait de le destituer. La nouvelle Constitution de 2008 abolit des traits néolibéraux de l'ancienne Constitution et établit un nouveau rapport de contrôle entre le législatif, l'exécutif et le juridique. De plus, des traits « socialisants » sont affirmés dans la *carta magna*. Mais surtout elle cherche à concilier des institutions nationales plus fortes avec la reconnaissance de spécificités régionales et ethniques. Un défi complexe - note À l'Encontre.

[5] Il souffre lui-même de handicaps - paralysie et paraplégie - depuis une agression en 1998 - note À l'Encontre.

[6] Entreprise brésilienne de construction - note À l'Encontre.